

La fédération Éducation & Recherche de la CNT-SO appelle tous les travailleur·euses de l'éducation à se mobiliser dans la grève et dans la rue pour la journée d'action interprofessionnelle du 5 octobre. Les problématiques que nous rencontrons dans notre secteur sont largement convergentes avec celles de l'ensemble du monde du travail.

Revendiquons une hausse générale des salaires !

Dans un contexte de « vie chère » avec l'envolée du coût de la vie (logement, énergies...), l'austérité sur les salaires des fonctionnaires est encore plus pesante. **Le point d'indice est gelé depuis des années et la dite « revalorisation » présentée par Blanquer n'est qu'une vaste mascarade** qui touchera, par un système de prime, seulement une minorité de collègues enseignant·es en début de carrière. Les récentes revalorisations annoncées pour les AESH ou la filière administrative sont tout aussi dérisoires quand d'autres catégories sont totalement oubliées (santé-sociaux, vie scolaire)... **Nous revendiquons la hausse générale des salaires !**

Précarisation et gestion managériale

D'année en année, la **proportion de personnels précaires hors-statut ne cessent d'augmenter dans la fonction publique** avec des conséquences directes pour les collègues (bas salaires, retards de paye, chômage...). En parallèle à cette casse des statuts, la « **culture managériale** » **gangrène les services publics.**

Dans notre secteur, **le ministère Blanquer aura été un accélérateur de cette dérive :** transformation du rôle du directeur d'école primaire en supérieur hiérarchique, auto-évaluation des établissements du secondaire, PLE dans les lycées, « expérimentations Macron » à Marseille...

Actuellement l'**Éducation prioritaire, laboratoire managérial, expérimente des formes de gestion qui pourraient rapidement se généraliser :** postes à profils, contractualisation de moyens suivant la validation de projets d'établissements en REP, part modulable de la prime REP+ attribuée suivant des objectifs fixés par la hiérarchie... **Nous devons combattre résolument précarisation et managérisation !**

Casse du service public et de la protection sociale

Le gouvernement se sert déjà de l'**épouvantail de la « dette COVID » pour justifier la poursuite de ses attaques contre le monde du travail :** nouvelles restrictions sur l'assurance chômage pour le 01er octobre, menaces sur les retraites et le système de protection sociale... Les services publics sont toujours sous pression. Dans l'éducation, le projet de budget 2022 entérine encore des centaines de suppressions de postes. **Si on laisse faire, nous allons encore connaître des années de politiques d'austérité et une saignée pour les services publics,** déjà mis à mal ces dernières décennies. Au contraire, avec la pandémie, **on a vu leur utilité : ils doivent être la priorité ! Dans notre secteur cela passe par un grand plan d'urgence pour l'Éducation (voir l'encadré).**

Crise sociale

Nous sommes en première ligne pour colmater les dégâts de la violence sociale qui s'est accélérée depuis la crise du COVID. Dans de nombreux établissements, les collègues se mobilisent pour revendiquer un toit pour des familles à la rue, organisent des collectes alimentaires ou de produits de première nécessité pour les familles en grande précarité... **Avec l'ensemble des travailleur·euses nous devons impérativement avancer un projet de transformation sociale en rupture avec cette barbarie capitaliste !**

C'est en avançant ensemble pour construire un rapport de force global que nous pourrons tous-tes gagner contre ce gouvernement au service des intérêts d'une minorité. Mobilisons-nous massivement pour la grève interprofessionnelle du 5 octobre et préparons la suite !

Plan d'urgence dans l'éducation, la CNT-SO revendique :

- baisse des effectifs par classe et établissement
- ouverture d'écoles et d'établissements scolaires
- hausse des salaires de l'ensemble des personnels
- embauche de personnels : ouverture de concours et de formations, créations de postes de titulaires, d'enseignant·e s, psy EN, infirmier·ères, assistant·es de service social, agent·es administratif·ives
- fin des statuts précaires par la titularisation. Création d'un nouveau corps de la fonction publique en rapport avec les missions de vie scolaire et d'aide aux élèves en situation de handicap
- retour à un statut d'étudiant·e-surveillant·e permettant de poursuivre ses études
- mise en place d'une véritable médecine du travail avec embauche de médecins fonctionnaires
- augmentation de l'équipement informatique des établissements et équipement des personnels en cas de télétravail
- maintien et renforcement de l'éducation prioritaire, en intégrant les lycées : donnons plus à ceux qui en ont le plus besoin

Pour connaître les revendications globales de la CNT-SO, voir ici :

<https://cnt-so.org/le-05-octobre-dans-tous-les-secteurs-on-greve-et-on-manifeste/>.

Ou télécharger le pdf ici : [cnt_so_education_greve_5_10_21](#)